

10 ans d'investissements étrangers et partenariats d'affaires en Méditerranée (2006-2015)

Algérie, Egypte, Israël,
Jordanie, Liban, Libye,
Maroc, Palestine, Syrie,
Tunisie, Turquie

NOVEMBRE 2016

Emmanuel Noutary, Zoé Luçon
ANIMA Investment Network

Ce rapport a été préparé par Emmanuel Noutary, Délégué Général d'ANIMA, et Zoé Luçon, Directrice des publications.

La veille économique a été coordonnée par Zoé Luçon (gestion de l'observatoire ANIMA-MIPO) et assurée par Naufal Al-Mukhtar, Kheireddine Batache, Aurélien Baudoin, Karim El Arnaouty, Nabila Fadli, Lorène Gaudin, Pierre Henry, Jeanne Lapujade, Khadra Naili, Manal Tabet, Amina Ziane-Cherif, tous étant ou ayant été employés d'ANIMA.

Sont vivement remerciés : les diverses Agences de Promotion de l'Investissement de Méditerranée et les membres d'ANIMA pour la fourniture de certaines informations, l'équipe de veille économique de Business France pour la détection de certains projets.

L'intelligence économique d'ANIMA est produite avec le soutien de la Ville de Marseille, de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Commission européenne.

ANIMA et ses partenaires ne peuvent être tenus responsables des données fournies. Toute erreur ou imprécision doit être signalée à mipo@anima.coop. ANIMA est intéressé par vos commentaires et compléments d'information.

ISBN 2-915719-58-6

© ANIMA 2016. Reproduction interdite sans autorisation expresse. Tous droits réservés

ANIMA Investment Network est un réseau d'acteurs souhaitant œuvrer ensemble au développement économique de la Méditerranée. Le réseau ANIMA réunit 75 membres présents dans 22 pays de la zone euro-méditerranéenne et fédère les agences gouvernementales et régionales de promotion des territoires, des fédérations d'entrepreneurs, des pôles d'innovation, des investisseurs et des instituts de recherche.

L'objectif d'ANIMA est de contribuer à une amélioration continue du climat des affaires et de l'investissement et à un développement économique durable et partagé en Méditerranée. www.anima.coop

Observatoire des Investissements et Partenariats en Méditerranée : ANIMA - MIPO

11 pays
cibles

Algérie, Egypte, Israël,
Jordanie, Liban, Libye, Maroc,
Palestine, Syrie, Tunisie, Turquie

7.000+
IDE détectés

Projets annoncés
de 2003 à 2015

3.000+
partenariats
d'affaire

25 critères de qualification :
secteur, type d'entreprise, pays
d'origine et d'accueil, montants
investis, emplois créés, etc.

29 secteurs
analysés

Un outil unique pour les
benchmarks pays, la **veille**
économique, la **prospection**
entreprise, la rédaction
d'articles pour les médias et la
recherche universitaire

1 rapport
annuel

ANIMA-MIPO
Mediterranean Investment and Partnership Observatory

The **ANIMA-MIPO** observatory (**Mediterranean Investment and Partnership Observatory**) created by ANIMA Investment Network in 2003, provides the business community with real time information on all the announcements of investment and partnership towards the Southern rim of the Mediterranean: (MED-11 countries (Algeria, Palestinian Authority, Egypt, Israel, Jordan, Lebanon, Libya, Morocco, Syria, Tunisia, Turkey), Cyprus and Malta.

More than **6,500 announcements of foreign direct investment projects (FDI)** have been identified since 2003, defined as tangible, dated and localised projects (greenfield, brownfield, acquisition, joint-venture, branch) with a significant volume of investment made, at least partially, by a foreign operator in the MED country concerned.

More than **2,000 partnerships** have been identified since 2003, defined as projects where a foreign business approaches a domestic MED market, either through an identified partner or by opening a local representation (branch, network, etc.).

EVOLUTION OF THE AMOUNTS OF FOREIGN INVESTMENTS ANNOUNCED PER REGION OF ORIGIN, 2003-2011

The observatory is also linked to a geographical information system, **MedMap**, which is used to locate projects in real time: www.animainvest.eu

Access to data

- Continuous access to the announcements of projects on the ANIMA website www.anima.coop et www.anima.coop/MIPO/
- Publication of quarterly reviews on the preceding quarter and the current year.
- Yearly, during the 1st semester, a global review gathers all the identified data, offers a trend analysis and assesses the situation of announcements of investments and partnerships.
- Analysis of the evolution of projects by country, sector, origin, invested amounts, etc.
- To access project lists or specific analysis, please write us at: miipo@anima.coop

ANIMA Investment Network
Réseau des Investissements et Partenariats
شبكة من أجل التنمية الاقتصادية

ANIMA Investment Network, 33 bis rue Saint-Ferréol, 13003 Marseille, France
Tél: +33 4 96 11 67 61 www.anima.coop En savoir plus : miipo@anima.coop

Introduction - La Méditerranée à l'heure des choix

Les performances de l'investissement direct étranger (IDE) en Méditerranée sont mitigées. D'un côté, la Méditerranée a confirmé depuis 10 ans son ancrage durable sur la carte des investisseurs internationaux. Les crises financières et économiques, les printemps arabes, le terrorisme islamiste et la polarisation culturelle qu'il tente d'imposer, n'ont pas eu raison de l'attractivité de ces économies. Elles continuent d'attirer chaque année 2 à 3% de l'investissement étranger dans le monde.

D'un autre côté, ce niveau reste en-deçà des performances que pourrait espérer la région, par rapport au poids de son PIB ou de sa population. Dans tous les pays, des avancées en faveur d'un climat des affaires pro-business ont pourtant été réalisées : libéralisation, privatisation, accords de libre-échange, développement des infrastructures, réforme des institutions en charge des investissements, politiques sectorielles et développement de pôles technologiques.

Malgré cela, on regrette une insuffisance de résultats. L'investissement privé domestique ne décolle pas plus que les IDE, la recherche et développement se cantonne au secteur public et est déconnectée des besoins de l'industrie, les accords de libre-échange entre pays voisins ne sont pas toujours respectés, l'offre industrielle n'intègre pas assez de valeur et in fine, le marché de l'emploi n'arrive pas à absorber une jeunesse de plus en plus diplômée.

L'attractivité ne peut se concevoir déconnectée des politiques éducatives, industrielles, scientifiques et de développement territorial. Au contraire, elle puise ses ressorts dans la vision qu'est capable de produire un territoire, et la stratégie qu'il développe pour la servir. Il est évident que dans plusieurs pays méditerranéens, la coordination entre ces différentes politiques a fait défaut, et que les transitions politiques de ces dernières années n'ont pour l'instant pas abouti à cette nouvelle vision économique et de développement.

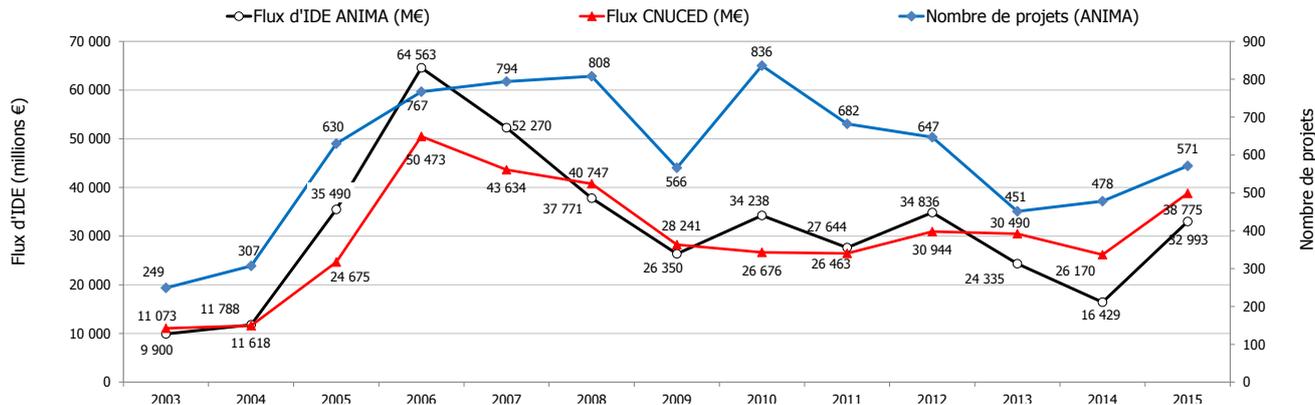
Les pays méditerranéens, au sortir de leurs transitions, ont l'opportunité de proposer un nouveau modèle, en phase avec les enjeux et aspirations qui animent nos sociétés aujourd'hui, et parfaitement compatible avec les valeurs d'un islam contemporain autant qu'avec la recherche de compétitivité, car fondé sur le développement durable, la performance sociale et l'innovation pour la création de valeur localement.

C'est sur ce chemin que le réseau ANIMA continuera à travailler aux côtés de ses membres et pays partenaires, pour améliorer l'attractivité des écosystèmes et la performance des institutions au service de l'entreprise, nationale et étrangère.

Emmanuel Noutary, Délégué Général

10 ans d'investissement direct étranger (IDE) en Méditerranée

- ➔ 343 milliards d'euros (Md€) investis dans les 11 pays MED de 2006 à 2015 (CNUCED)
- ➔ 6 600 projets d'IDE détectés et 351 Md€ annoncés (ANIMA-MIPO)

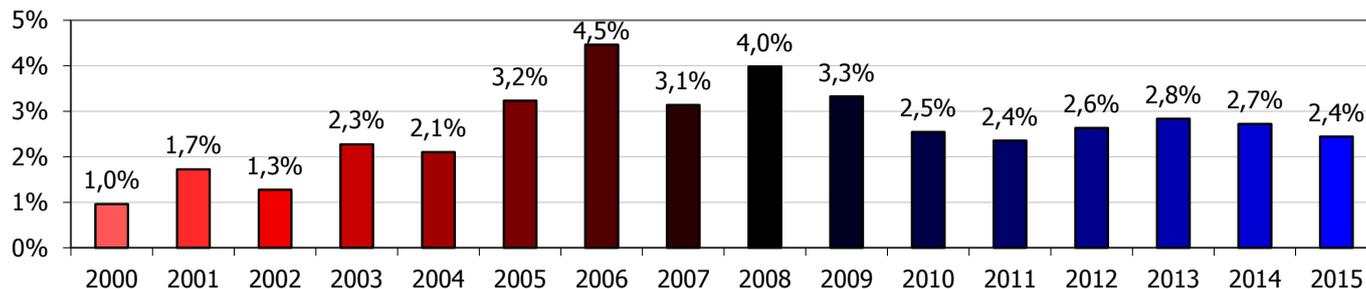


L'évolution des flux d'IDE (suivis par la CNUCED) et des annonces d'IDE (détectées de 2003 à 2015 par l'observatoire ANIMA - MIPO) suit schématiquement 3 phases, depuis le début des années 2000 :

- ➔ **2000-2005 : la Méditerranée apparaît sur la carte des investisseurs.** Les pays MED attirent 1% des flux mondiaux d'IDE en 2000, contre 3,2% en 2005, une part approchant leur poids dans la population mondiale.
- ➔ **2006-2008 : la tendance s'accélère grâce à des réformes et un contexte international très favorable.** Les flux d'IDE sont portés par l'arrivée des pays du Golfe dans un contexte d'Eldorado : hausse des cours du pétrole, opportunités attrayantes (privatisations), besoin de diversification des pétrodollars, etc.
- ➔ **2009-2015 : les pays MED résistent malgré une succession de crises.** Les IDE se stabilisent en dessous de 30 Md€ par an alors que les pays MED sont touchés par les effets de second tour des crises financières et économiques mondiales, puis presque tous ébranlés par les printemps arabes.

Une part de marché inférieure au potentiel de la région

- ➔ Les pays MED attirent une faible part des IDE mondiaux : bien moins que leur poids dans la population mondiale (4%) hormis en 2006 et 2008



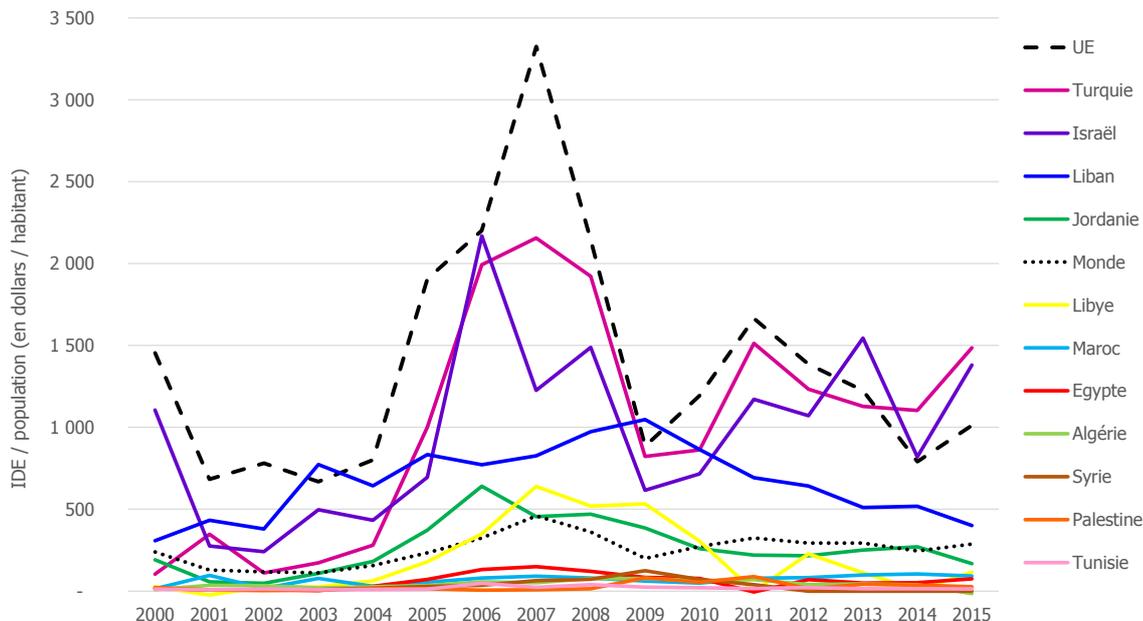
2015 : sursaut ou attractivité retrouvée ?

- ➔ 38,8 Md€ investis en 2015 d'après la CNUCED (+24%)
- ➔ 571 projets d'IDE et 33,0 Md€ annoncés (ANIMA-MIPO) : les intentions d'investissement repartent enfin à la hausse

2015 marque la première réelle embellie pour les flux d'IDE dans les pays MED depuis 2008 : +24% d'après la CNUCED. Le rebond est encore plus net pour les annonces d'IDE détectées par l'observatoire ANIMA-MIPO : les montants annoncés doublent par rapport à 2014, essentiellement grâce à des mégaprojets en provenance du Golfe. Mais la bonne nouvelle concerne surtout le nombre de projets détectés : il augmente franchement (+19%) pour la première fois depuis les contestations révolutionnaires de 2011. Le regain d'activité des investisseurs étrangers ne concerne toutefois que 4 pays : Israël, Turquie, Egypte et Maroc.

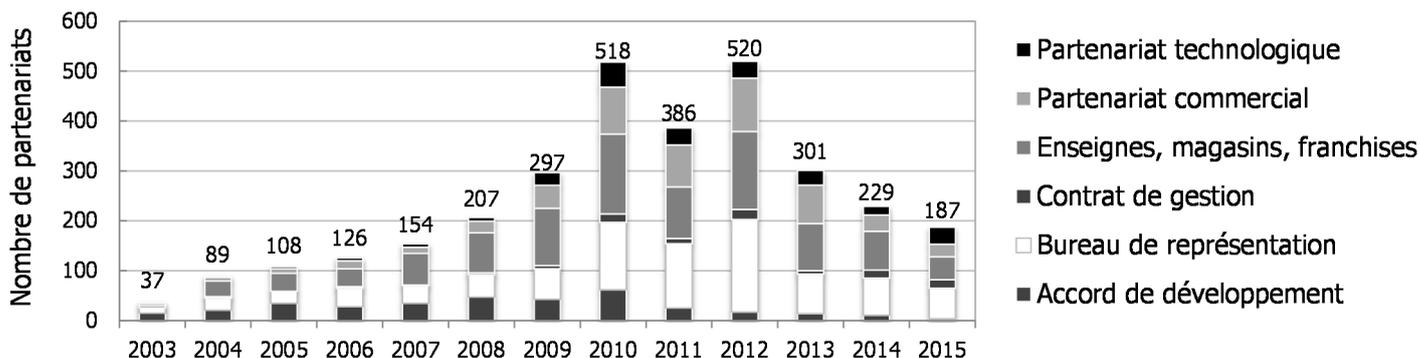
Montant d'IDE par habitant : des performances contrastées

- ➔ Pays les plus performants (au-dessus de la moyenne mondiale) :
 - Turquie et Israël, qui dépassent la moyenne européenne depuis 2013
 - Liban et Jordanie, mais une performance qui se dégrade depuis 2008
- ➔ Les autres pays font nettement moins bien que la moyenne mondiale



Evolution des partenariats d'affaires

- ➔ Partenariats (ANIMA-MIPO) : similaires aux « modes de production internationale et de développement sans participation au capital » (CNUCED)
- ➔ Une croissance soutenue jusqu'aux printemps arabes, puis une forte décreue à partir de 2013 : les nouveaux investisseurs boudent la Méditerranée

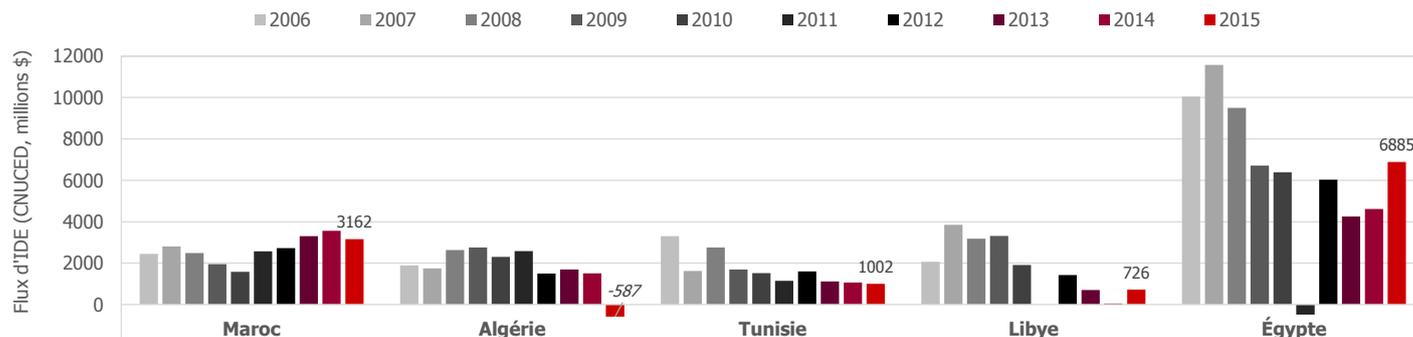


Les partenariats sont définis comme des projets permettant à une entreprise de se rapprocher d'un marché domestique MED, à travers un partenaire identifié, ou en ouvrant une représentation locale (agence, réseau, etc.) ou encore en autorisant une franchise locale. Ces modes d'entrées mobilisant moins de capital sont privilégiés pour des actions de prospection.

Contrairement aux projets d'investissement direct étranger qui rebondissent en 2015, les annonces de partenariats marquent à nouveau le pas, atteignant leur plus bas niveau depuis 2008. Ce recul pour la 3ème année consécutive traduit la frilosité des entreprises étrangères qui ne connaissent pas les marchés de la région et sont vraisemblablement dissuadées d'y faire des affaires par les conflits qui affectent plusieurs pays MED.

Tendances régionales 2015 : Afrique du Nord

- ➔ L'Egypte et la Maroc sont respectivement 2^{ème} et 5^{ème} pays africains les plus attractifs en 2015, les autres pays ne décollent pas encore
- ➔ L'augmentation des flux d'IDE en Egypte (+49%) oriente la tendance à la hausse

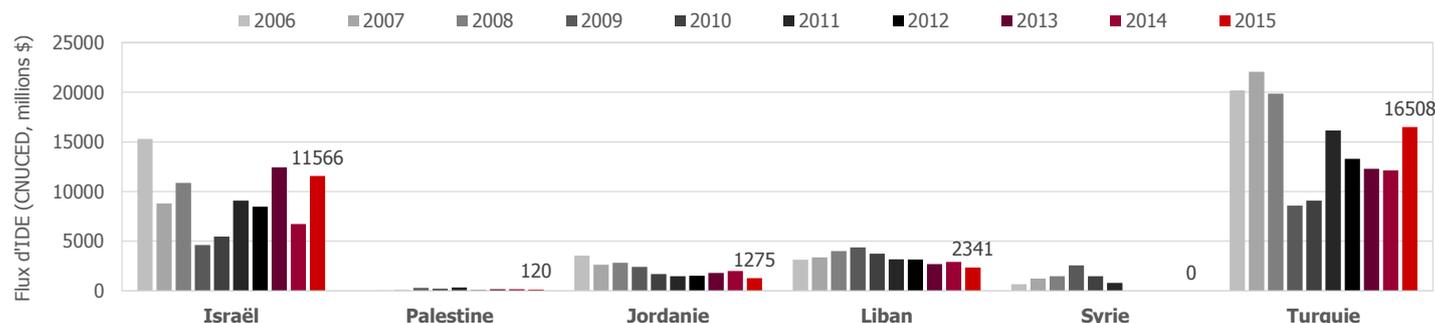


L'**Egypte** retrouve en 2015 un flux entrant d'IDE proche de ceux de la pré-révolution (6,9 Md \$) et s'illustre particulièrement dans les secteurs bancaire, pharmaceutique, télécoms et pétrolier. Le léger repli au **Maroc** (-11%) après le record historique de 2014 (plus de 3,5 Md \$ d'IDE) n'empêche pas le pays de confirmer sa place de poids lourd de l'investissement étranger en Afrique, en tant qu'hôte et mais aussi en tant qu'investisseur majeur du continent.

L'**Algérie** enregistre pour la première fois un flux d'investissement étranger négatif (à l'instar de l'Egypte de 2011), en raison du rachat par l'Etat algérien de l'opérateur télécom Djezzy. Les flux d'IDE ne redémarrent toujours pas en **Tunisie** : la transition politique qui ne s'est pas encore accompagnée d'une stratégie économique lisible, et les récentes attaques terroristes brident la confiance des investisseurs. En **Libye** enfin, les IDE sont à l'arrêt depuis 2011, à l'exception de quelques opérations comme celles de l'italien ENI en 2015 dans le secteur pétrolier.

Tendances régionales 2015 : Mashreq, Israël et Turquie

- ➔ Israël et la Turquie, champions régionaux sur la décennie, confirment leur leadership avec de très bons niveaux d'IDE (11 et 16 Md \$) en 2015
- ➔ La Jordanie, le Liban et en Palestine enregistrent de faibles volumes et sont pénalisés par un contexte sécuritaire qui se dégrade depuis cinq ans

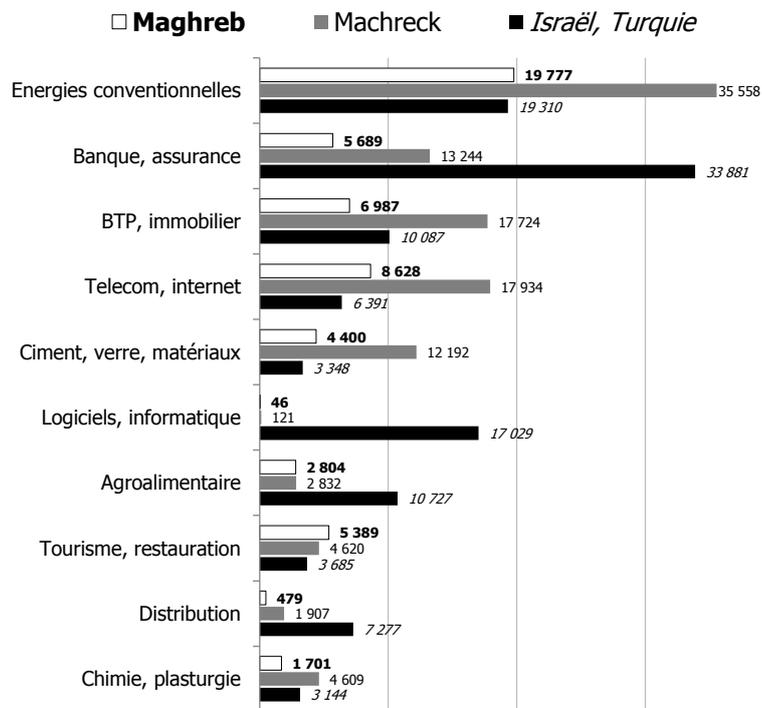


La bonne performance de la **Turquie** (+36% en 2015) la mène à la 20^{ème} place du classement mondial des économies attirant les plus forts flux d'IDE, avec notamment de très grosses opérations dans la banque, la distribution et les médias. En **Israël**, après le mauvais bilan 2014, conséquence de la guerre de Gaza, les flux d'investissement étranger dépassent à nouveau le seuil des 10 milliards de dollars.

La **Jordanie** et le **Liban** continuent à subir les répercussions du conflit syrien et de l'instabilité régionale et enregistrent des baisses respectives de 37% et 19% en 2015. L'absence d'avancée dans la résolution du conflit israélo-palestinien empêche tout décollage des flux d'IDE en **Palestine**. Aucun investissement n'est enfin enregistré en **Syrie**, où le dramatique conflit se poursuit depuis 2011.

Des investissements orientés vers les secteurs de rente

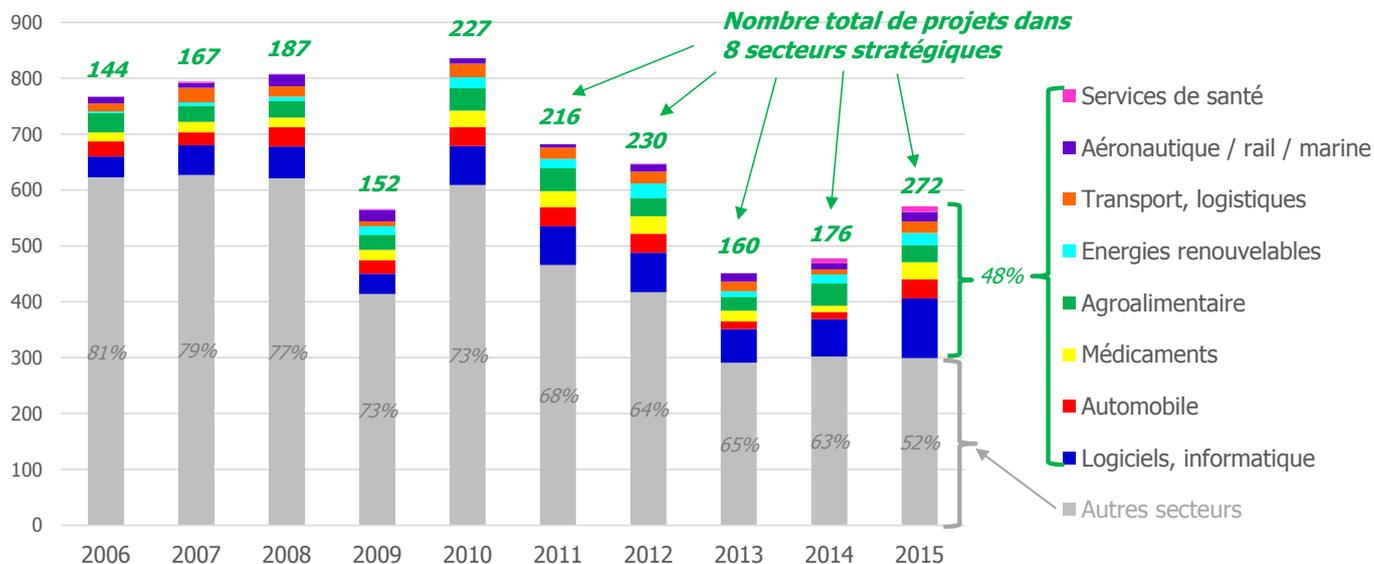
- ➔ Les investisseurs privilégient toujours des secteurs de « rente » au détriment de projets plus inclusifs
- ➔ Hydrocarbures, banque, immobilier, télécoms et ciment, verre et matériaux représentent à eux-seuls plus des 2/3 des montants annoncés au cours de la décennie 2006-2015
- ➔ Ces 5 secteurs captent même 3/4 des montants annoncés si l'on exclut Israël et la Turquie



Top 10 des secteurs attirant les plus gros montants d'IDE (Millions €. Source : ANIMA-MIPO, 2006-2015)

... mais les secteurs plus prometteurs se développent

➔ 2015 confirme la progression constante de 8 secteurs stratégiques

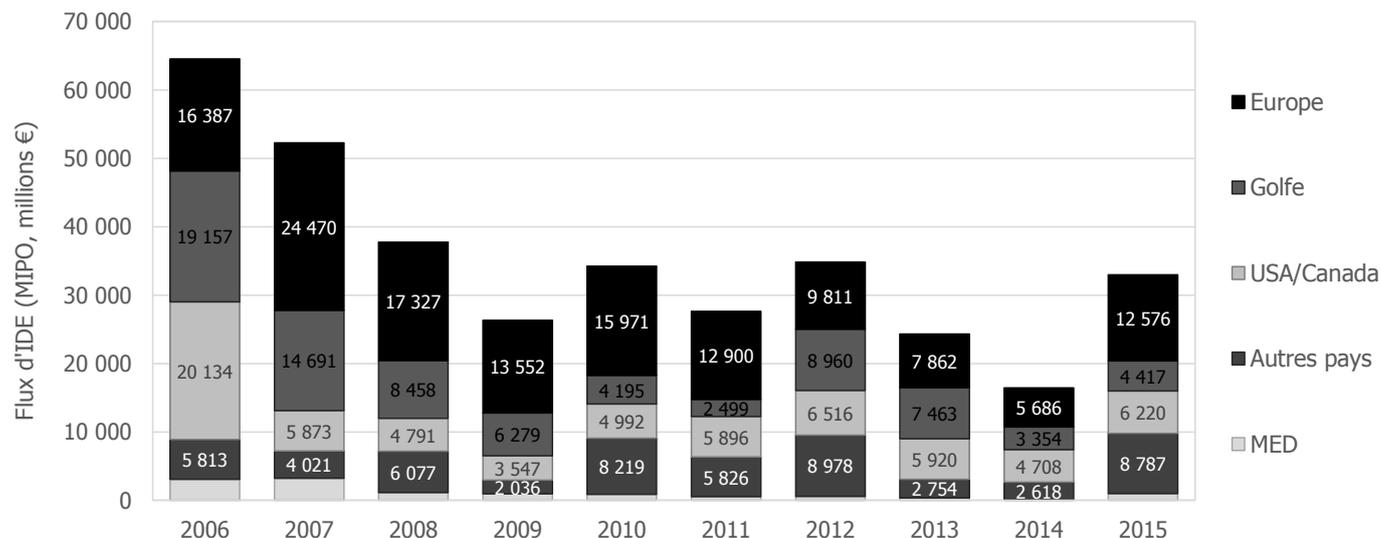


Le développement de ces **8 secteurs** est encourageant pour les économies des pays MED car tous présentent de bons ratios de création d'emploi, et représentent soit des activités historiques sur lesquelles la Méditerranée dispose d'atouts de par sa géographie (agroalimentaire, transport et logistique), ou des nouveaux secteurs qui développent de l'innovation et de la valeur pour le pays (santé, industries mécaniques, TIC, green techs).

Ces secteurs attirent un nombre croissant d'investisseurs étrangers : ils représentent 272 projets en 2015 (près de la moitié des IDE annoncés), contre seulement 144 projets (19% du total) 10 ans auparavant, en 2006.

L'Europe en tête des projets d'investissement...

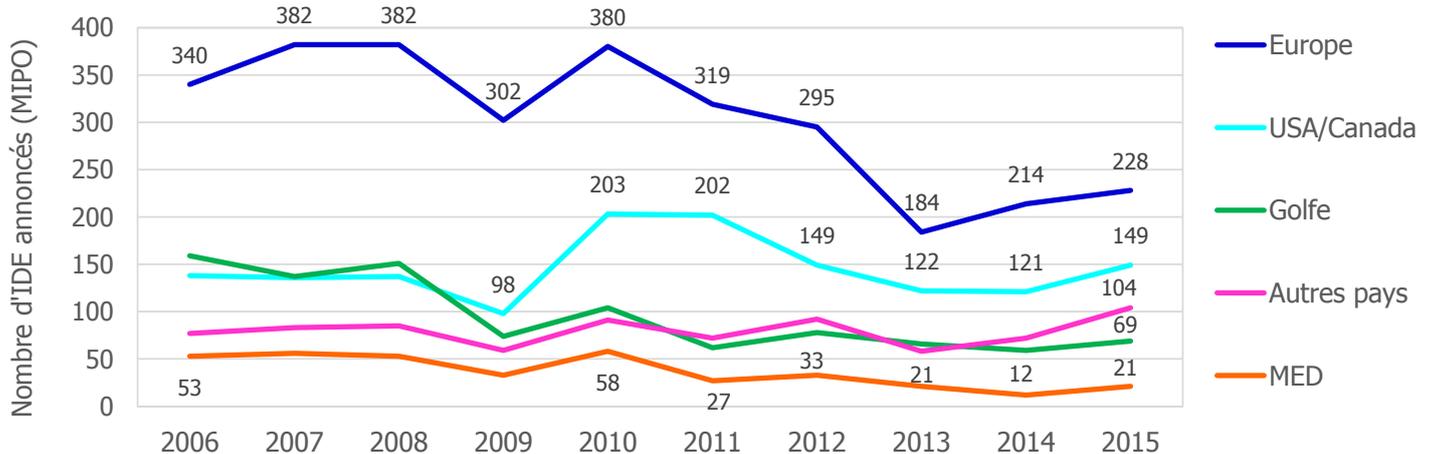
- ➔ Malgré un net recul entre 2012 et 2014, les investisseurs européens restent leaders dans la région (encore 40% des montants d'IDE annoncés en 2015)



Le Golfe, 2ème investisseur régional, est en perte de vitesse après les années record 2006-2007 où de grosses opérations de privatisation (banque, télécoms) avaient dopé les flux d'IDE. Les montants d'IDE nord-américains arrivent en 3ème pour la période 2006-2015, et ne faiblissent pas : ils enregistrent en 2015 leur 3ème meilleure performance de la décennie. Les « autres pays », notamment Russie, Chine, Inde, Japon, Afrique du Sud et Corée, montent en puissance et sont à un niveau quasi-record en 2015, surpassant le Golfe et l'Amérique du Nord. Les investissements intra-MED restent enfin très limités, témoignant de la faible intégration régionale.

... mais des challengers puissants ont émergé

➔ L'Amérique du Nord et les « autres pays », émergents notamment, gagnent du terrain en nombre d'IDE annoncés

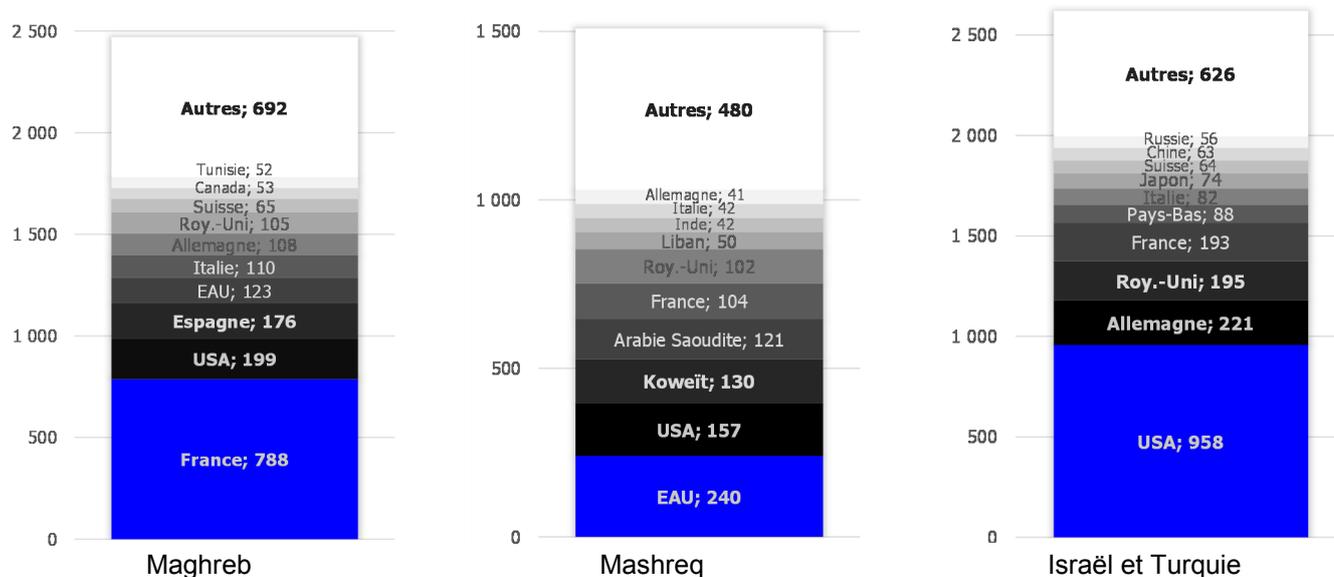


A l'échelle de la décennie 2006-2015, l'Europe initie près de la moitié des projets annoncés, mais son avance tend à s'éroder depuis 2013. Le Golfe est surclassé sur la même période par l'Amérique du Nord, 2ème région émettrice derrière l'Europe, mais également depuis 2010 par les autres pays (BRICS et Asie en tête), qui réalisent en 2015 leur meilleure performance de la décennie avec plus d'une centaine de projets annoncés dans les pays MED.

Les projets intra-régionaux sont très minoritaires : 6% du total. Parmi les pays les plus actifs figurent la Turquie, dont les investisseurs sont toutefois plus discrets depuis 2013, l'Égypte, présente au Mashreq comme au Maghreb, le Liban, qui investit surtout au Mashreq et en Turquie, et la Tunisie, dont les entreprises privilégient le Maroc, la Libye - jusqu'en 2011, et dans une moindre mesure l'Algérie. Le Maroc, qui investit de plus en plus dans le continent africain, n'est que peu présent dans les autres pays MED.

La France et les Etats-Unis, premiers investisseurs de la région

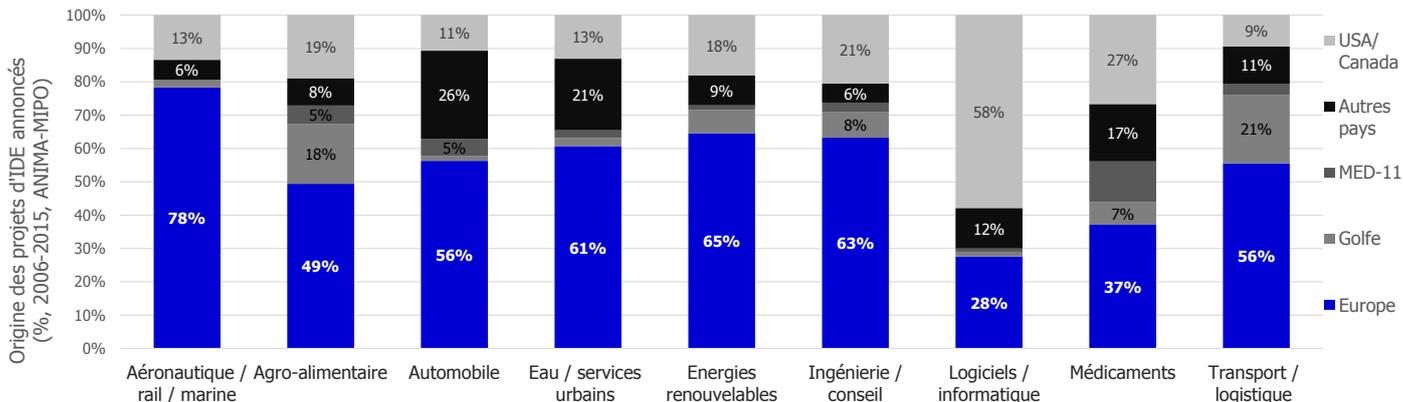
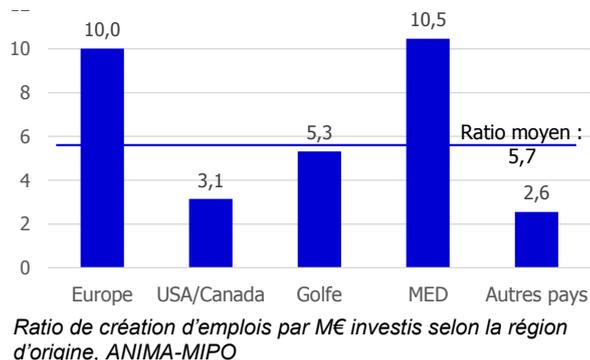
- ➔ Le top 10 des pays les plus actifs en nombre d'IDE annoncés est très variable selon les pays de destination : les Européens dominent au Maghreb, le Golfe au Mashreq et les Etats-Unis sont loin en tête en Israël et Turquie



A l'échelle régionale, les 10 pays à l'origine du plus grand nombre d'annonces d'IDE entre 2006 et 2015 sont les Etats-Unis (qui mènent 61% des projets en Israël), la France (un tiers des annonces au Maghreb contre environ 7% dans le reste de la région), le Royaume-Uni (surtout présent en Egypte et en Israël), les Emirats Arabes Unis, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, l'Arabie Saoudite, le Koweït et la Suisse.

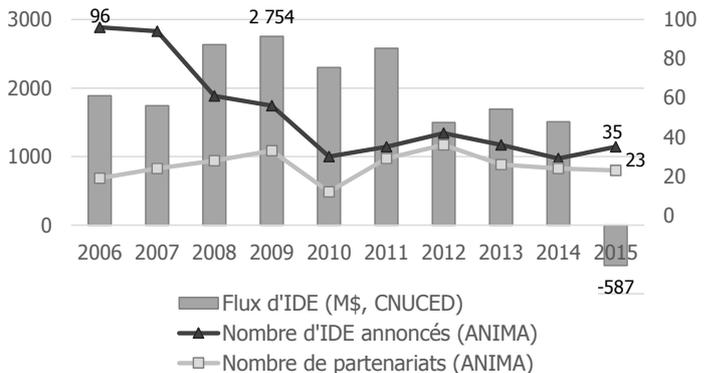
Les investissements européens ont plus d'impacts

- ➔ Les projets d'IDE européens créent plus d'emplois : leur ratio de création d'emplois est presque 2 fois supérieur à la moyenne, tout comme les projets d'IDE intra-MED
- ➔ Les investisseurs européens sont en tête dans la plupart des secteurs stratégiques pour la région



10 ans d'investissement étranger en Algérie

- ➔ Pic pour les flux d'IDE en 2009 puis baisse suite à l'instauration de la règle 49/51
Pas de décollage en vue et flux négatifs en 2015 (rachat de Djezzy par l'Etat)
- ➔ 5 secteurs de tête : énergie ; banque / assurance ; ciment / verre / matériaux ; médicaments ; ingénierie / conseil



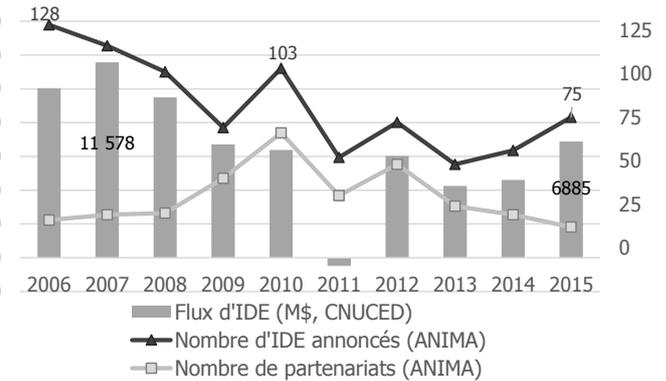
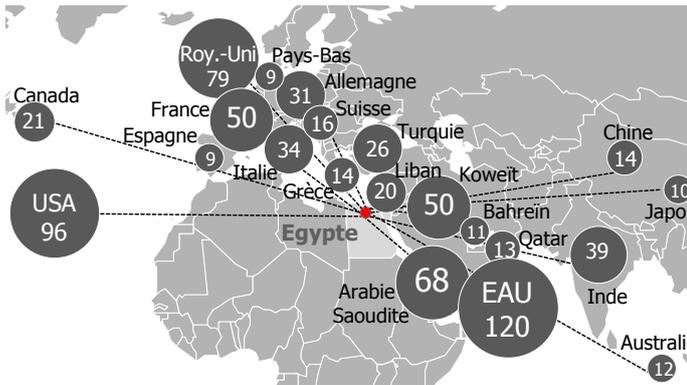
Nombre d'annonces d'IDE des principaux investisseurs (2006-2015, ANIMA)

IDE en flux (M\$, CNUCED) et nombre d'annonces (ANIMA-MIPO)

Malgré son fort potentiel (marché domestique conséquent, richesses naturelles, nombreuses opportunités sectorielles...), l'Algérie attire peu d'IDE : le pays obtient le plus faible ratio IDE/PIB de la région. La frilosité des investisseurs est imputable à un cadre de l'investissement peu attractif : le climat des affaires reste médiocre (l'Algérie a été classée 163ème sur 189 pays dans le classement Doing Business 2016 de la Banque mondiale) et l'obligation d'association avec un partenaire local (règle 49/51%) complique la mise en œuvre des projets. Une réforme du cadre de l'investissement est programmée pour améliorer la situation. Une urgence alors que le pays doit accélérer sa diversification économique pour préparer l'après-pétrole.

10 ans d'investissement étranger en Egypte

- ➔ Reprise des flux d'IDE amorcée en 2014 après 6 années de baisse liées à la crise et la révolution (2011). Un fort potentiel, amoindri par les incertitudes politiques
- ➔ 5 secteurs de tête : énergie ; banque / assurance ; BTP / immobilier ; agro-alimentaire ; ciment / verre / matériaux



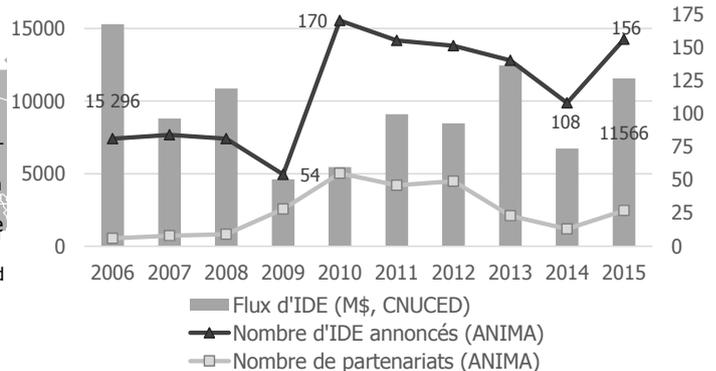
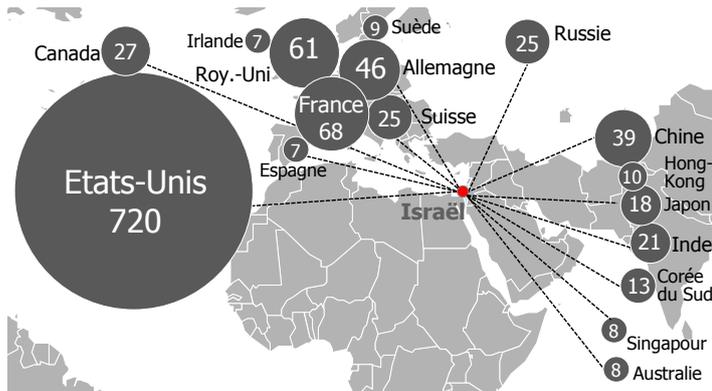
Nombre d'annonces d'IDE des principaux investisseurs (2006-2015, ANIMA)

IDE en flux (M\$, CNUCED) et nombre d'annonces (ANIMA-MIPO)

L'Égypte est l'un des champions régionaux en matière d'attraction des investissements : les flux d'IDE ont approché ou dépassé les 10 Md\$ de 2006 à 2008, essentiellement grâce à des privatisations bancaires et télécoms et des méga-projets immobiliers menés par le Golfe. La baisse a ensuite été sévère jusqu'en 2011, année de la révolution, marquée par un solde d'IDE négatif. Les autorités se mobilisent depuis pour regagner la confiance des investisseurs : réforme du cadre de l'investissement en 2015, conférence internationale de développement économique, lancement de grands chantiers (métro, infrastructures portuaires et ferroviaires, etc.) Les annonces de d'IDE repartent logiquement à la hausse dans un pays de plus de 90 millions d'habitants situé au croisement de plusieurs régions stratégiques.

10 ans d'investissement étranger en Israël

- ➔ De forts flux d'IDE captés par l'un des leaders mondiaux de l'innovation sauf en 2009-2010 (impact de la crise économique mondiale) et 2014 (guerre de Gaza)
- ➔ 5 secteurs de tête : logiciels / informatique ; équipements technologiques ; composants électroniques ; médicaments ; biotechnologies



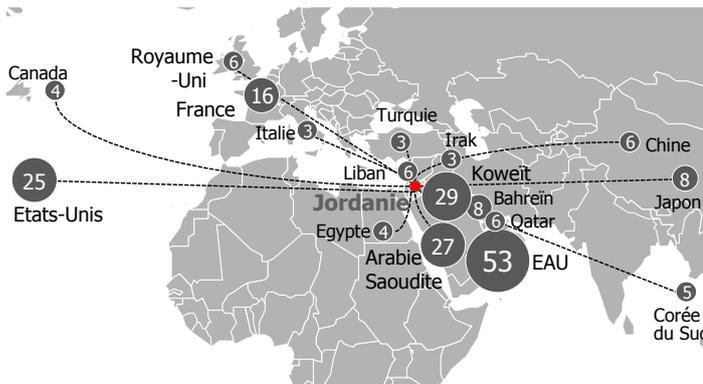
Nombre d'annonces d'IDE des principaux investisseurs (2006-2015, ANIMA)

IDE en flux (M\$, CNUCED) et nombre d'annonces (ANIMA-MIPO)

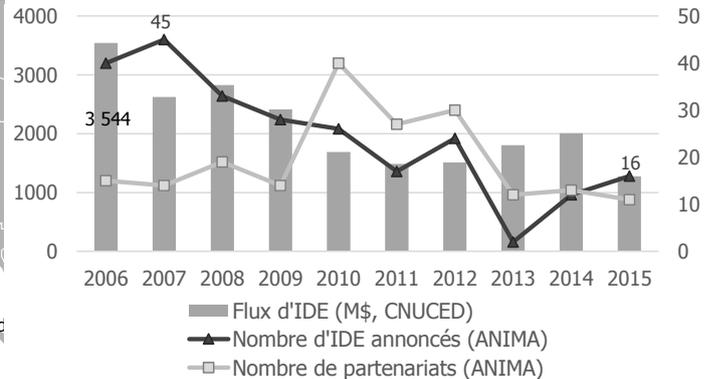
Plus grande économie du Proche-Orient, Israël offre d'importants débouchés pour les investisseurs étrangers, dans des secteurs très variés : innovation bien sûr (TIC, Bio & Green Techs, énergies renouvelables), mais aussi transports (urbain et interurbain), énergie (immenses gisements de gaz découverts depuis 2000), tourisme et hôtellerie, luxe ou encore grande distribution. Plus d'un millier d'annonces d'IDE ont été détectées en 10 ans en Israël par l'observatoire ANIMA-MIPO, dont plus de 60% sont initiées par des entreprises américaines. L'attractivité de la « nation start-up », liée à sa forte activité de R&D, reste malgré tout plus que jamais tributaire de l'instabilité du contexte géopolitique régional et des répercussions sur la sécurité du pays.

10 ans d'investissement étranger en Jordanie

- ➔ Les IDE, à un très bon niveau jusqu'en 2009, ont diminué en raison de la situation sécuritaire régionale et, depuis 2014, à cause d'incertitudes liées au cadre légal
- ➔ 5 secteurs de tête : BTP / immobilier ; banque / assurance ; énergie ; tourisme / restauration ; télécom / internet



Nombre d'annonces d'IDE des principaux investisseurs (2006-2015, ANIMA)



IDE en flux (M\$, CNUCED) et nombre d'annonces (ANIMA-MIPO)

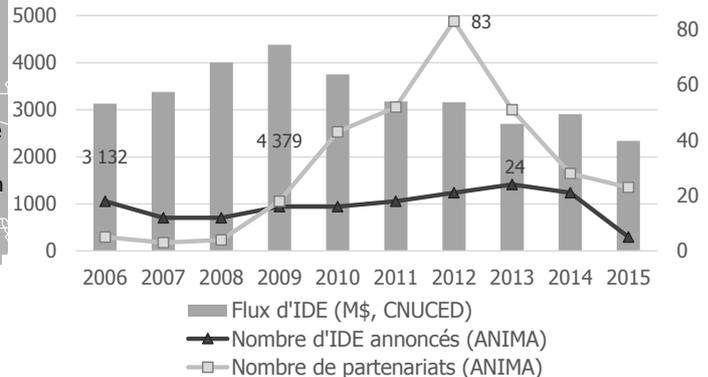
La Jordanie obtient, aux côtés du Liban, l'un des deux meilleurs ratios IDE/PIB de la région, qui les situent également à un très bon niveau mondial. Les IDE, essentiellement issus du Golfe, ont fortement augmenté après 2000 grâce à des incitations et à un programme de privatisation, mais décré à partir de 2009 du fait de la crise mondiale et des printemps arabes. Pour y remédier, les autorités ont lancé de vastes projets d'infrastructures (eau, transport, énergie) visant à faire du pays un hub logistique régional et adopté en 2014 des simplifications du cadre de l'investissement (création de la Jordan Investment Commission et d'un haut-conseil de l'investissement). Faute de décrets d'application, les investisseurs étrangers ont à nouveau ajourné leurs projets : 2015 marque les plus faibles entrées d'IDE de la décennie.

10 ans d'investissement étranger au Liban

- ➔ Flux d'IDE en baisse depuis 2010 et au plus bas niveau de la décennie en 2015
Record MED du ratio IDE / PIB pour 2006-2015 mais érosion sévère au fil des ans
- ➔ 5 secteurs de tête : banque / assurance ; tourisme / restauration ; ingénierie / conseil ; BTP / immobilier; distribution / commerce



Nombre d'annonces d'IDE des principaux investisseurs (2006-2015, ANIMA)

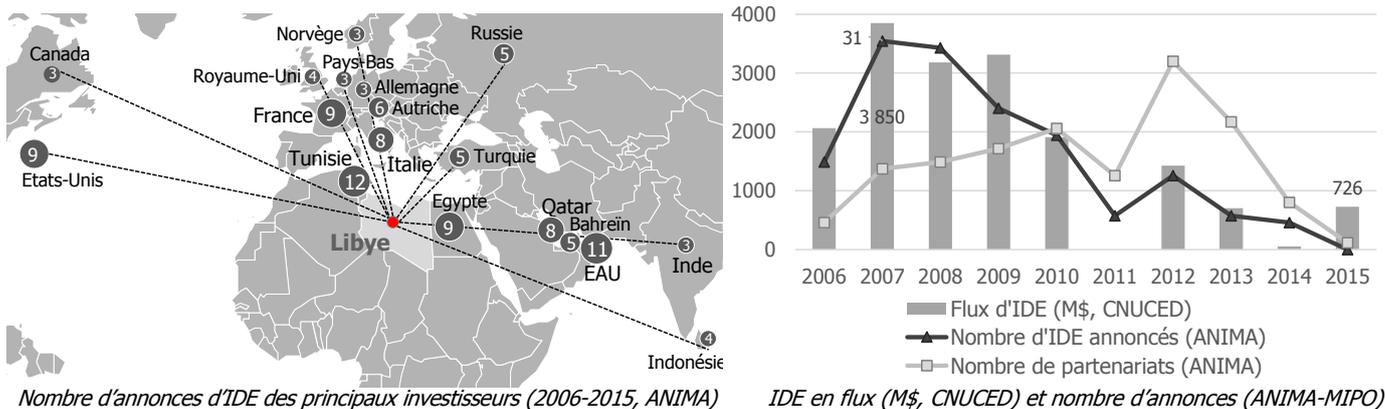


IDE en flux (M\$, CNUCED) et nombre d'annonces (ANIMA-MIPO)

Le Liban demeure le champion régional pour le ratio IDE / PIB à l'échelle de la décennie 2006-2015, même si les flux d'IDE diminuent depuis 2009. Le déclin des entrées d'IDE et des intentions d'investissement, plus marqué en 2015, est imputable à l'enlisement du conflit en Syrie et aux tensions politiques internes du pays. Le pays offre cependant aux entreprises étrangères (Golfe et Europe en tête) une économie de marché fondée sur une longue tradition de politiques libérales favorisant l'investissement, un système bancaire sophistiqué, une main-d'œuvre fortement qualifiée, une situation régionale stratégique et une bonne qualité de vie. Les opportunités d'investissement sont nombreuses : banque, infrastructures, TIC, transport, industries (agro-alimentaire notamment), immobilier et distribution.

10 ans d'investissement étranger en Libye

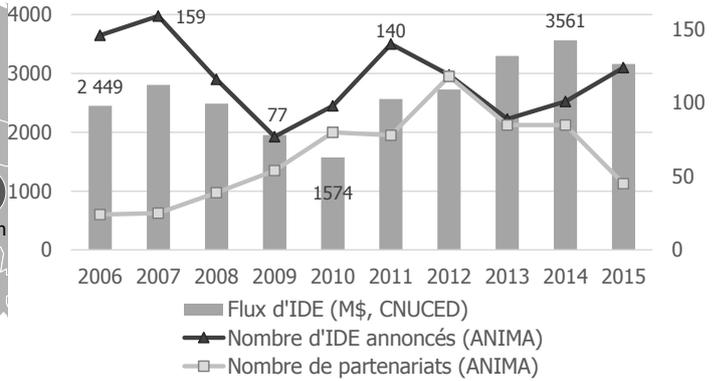
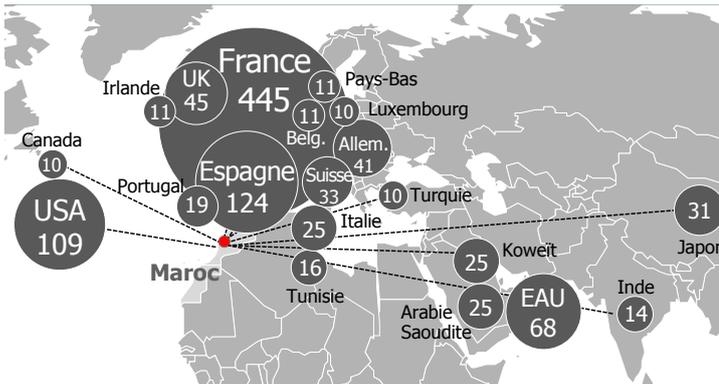
- ➔ Un grand potentiel et une hausse prometteuse des flux d'IDE à partir de 2005, interrompue en 2011 par la révolution puis la guerre civile
- ➔ 5 secteurs de tête : énergies ; banque / assurance ; BTP / immobilier ; ciment / verre / matériaux ; ingénierie / conseil



La Libye, dont l'économie est presque exclusivement tournée vers le secteur des hydrocarbures, offre un terrain vierge pour les investisseurs étrangers dans quasiment tous les domaines. Les flux d'IDE ont décollé au début du millénaire, passant d'une centaine de millions de dollars à plus de 3 Md\$ en 2009. Cette progression s'est d'abord interrompue en 2010, alors qu'une loi imposant aux entreprises étrangères une association avec un partenaire local était adoptée, puis les flux d'IDE se sont effondrés à partir de 2011. L'impasse politique actuelle et la menace de faillite pointée par les institutions internationales ne laissent guère de place à l'optimisme quant une reprise de l'investissement étranger à court terme: l'heure est à la gestion de la crise humanitaire en cours en Libye.

10 ans d'investissement étranger au Maroc

- ➔ Hausse régulière des IDE depuis 2006 en dehors du trou d'air en 2008-2010
Le Maroc devient un hôte mais aussi un émetteur majeur d'IDE en Afrique
- ➔ 5 secteurs de tête : ingénierie / conseil ; tourisme / restauration ; automobile ; BTP / immobilier ; banque / assurance



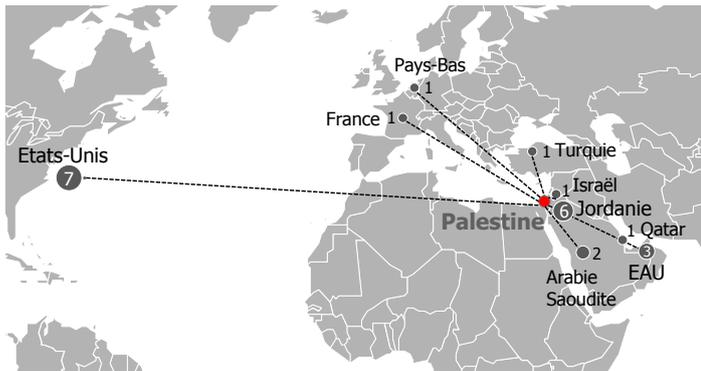
Nombre d'annonces d'IDE des principaux investisseurs (2006-2015, ANIMA)

IDE en flux (M\$, CNUCED) et nombre d'annonces (ANIMA-MIPO)

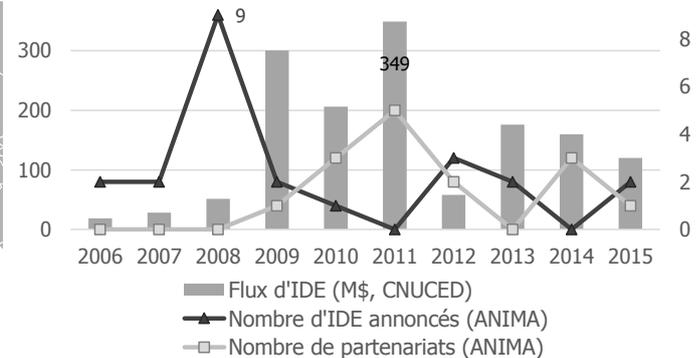
Les flux d'IDE vers le Maroc ont considérablement augmenté en 10 ans, pour dépasser les 3 Md \$ chaque année depuis 2013. La stratégie de développement économique du pays porte ses fruits : son statut de base industrielle d'envergure, notamment dans l'automobile et l'aéronautique, n'est plus à prouver. L'installation de grands groupes mondiaux a entraîné des dizaines de sous-traitants dans leur sillage. Le Maroc constitue ainsi en 2015 la 5ème destination africaine la plus attractive pour les investisseurs, qui en font souvent une porte d'entrée vers le reste du continent. Il devient également un investisseur majeur en Afrique, avec 600 M\$ émis en 2015 vers l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale, particulièrement dans les services financiers, les télécoms et désormais également dans l'industrie.

10 ans d'investissement étranger en Palestine

- ➔ Les entreprises étrangères ne se risquent peu ou pas en Palestine en l'absence d'espoir quant à un processus de paix entre Israéliens et Palestiniens
- ➔ 5 secteurs de tête : BTP / immobilier ; logiciels / informatique ; services de santé ; télécom / internet ; banque / assurance



Nombre d'annonces d'IDE des principaux investisseurs (2006-2015, ANIMA)

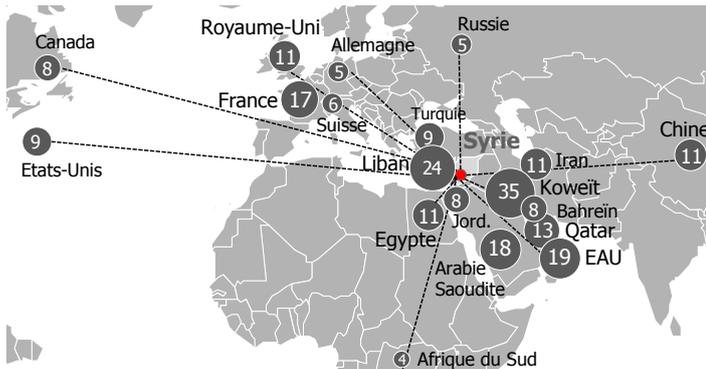


IDE en flux (M\$, CNUCED) et nombre d'annonces (ANIMA-MIPO)

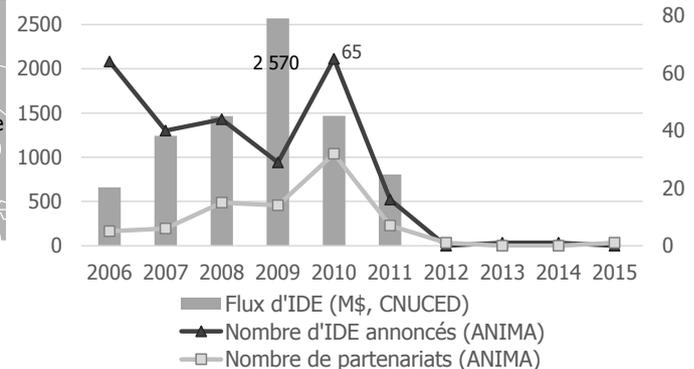
L'économie palestinienne ne pourra prendre son essor que lorsqu'un règlement du conflit israélo-palestinien sera possible. Ce jour-là, le pays pourra faire valoir aux investisseurs étrangers sa situation stratégique, ses besoins en infrastructures, l'excellente qualité de sa main d'œuvre et un cadre législatif et réglementaire fondé sur le principe de non-discrimination entre sociétés locales et étrangères. En attendant, le développement du secteur privé est entravé par les contraintes imposées par Israël, et rares sont les entreprises étrangères opérant en Palestine. Les flux d'IDE n'ont jamais dépassé 350 M\$ par an, et seules quelques annonces d'investissement et de partenariat sont détectées, majoritairement issues des pays arabes voisins et en premier lieu de la Jordanie, ainsi que des Etats-Unis.

10 ans d'investissement étranger en Syrie

- ➔ Décollage des flux d'IDE amorcé en 2005 jusqu'en 2010 puis chute brutale en 2011 avec le début de la guerre : aucun projet n'est initié depuis 2012
- ➔ 5 secteurs de tête : banque / assurance ; énergie ; BTP / immobilier ; tourisme / restauration ; ciment / verre / matériaux



Nombre d'annonces d'IDE des principaux investisseurs (2006-2015, ANIMA)

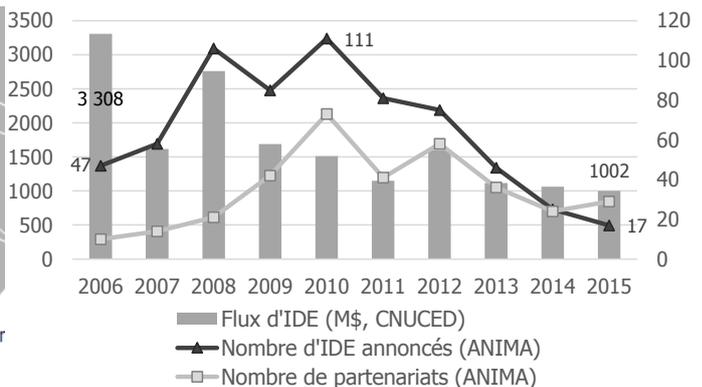
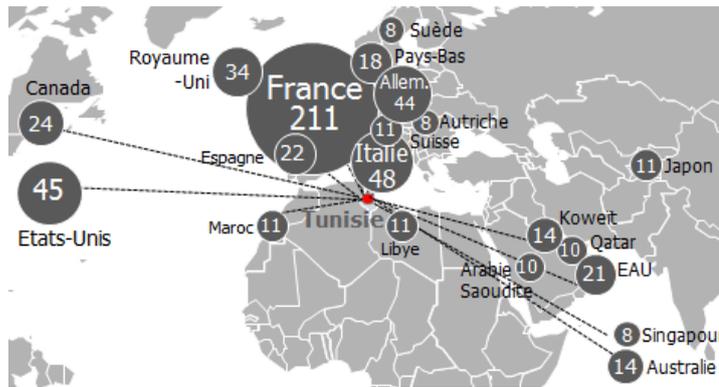


IDE en flux (M\$, CNUCED) et nombre d'annonces (ANIMA-MIPO)

La terrible guerre qui a éclaté en 2011 a mis un brutal coup d'arrêt à la dynamique positive des flux d'IDE et des annonces d'investissement et de partenariat enregistrée à partir de 2005. Cet essor, simultané aux réformes structurelles initiées en 2004 pour passer à une économie de marché, s'est poursuivi jusqu'en 2010, année au cours de laquelle plusieurs lois ont été adoptées pour attirer de nouveaux investisseurs étrangers : libéralisation du secteur bancaire, simplification des procédures et mise en place d'un guichet unique. La Syrie dévastée d'aujourd'hui, et demain, celle de l'après-guerre, constituent avant tout une urgence humanitaire. A plus long terme, les entreprises étrangères y trouveront des chantiers liés à la reconstruction de tout un pays : logement, infrastructures, santé, télécoms, éducation...

10 ans d'investissement étranger en Tunisie

- ➔ Hausse des annonces de projets stoppée en 2011 : le déficit de confiance entrave l'augmentation des flux d'IDE et la poursuite du processus de montée en gamme
- ➔ 5 secteurs de tête : énergie ; ingénierie / conseil ; banque / assurance ; logiciels / informatique ; tourisme / restauration



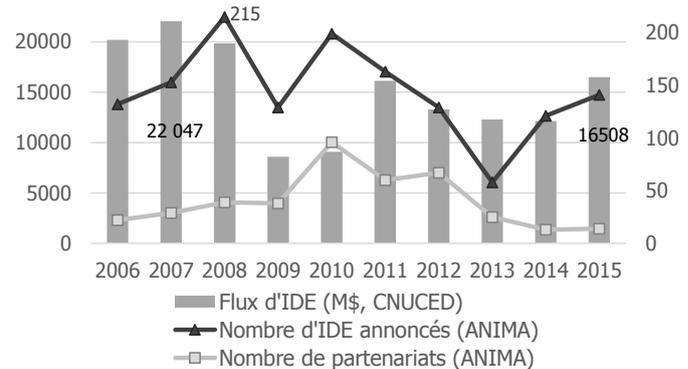
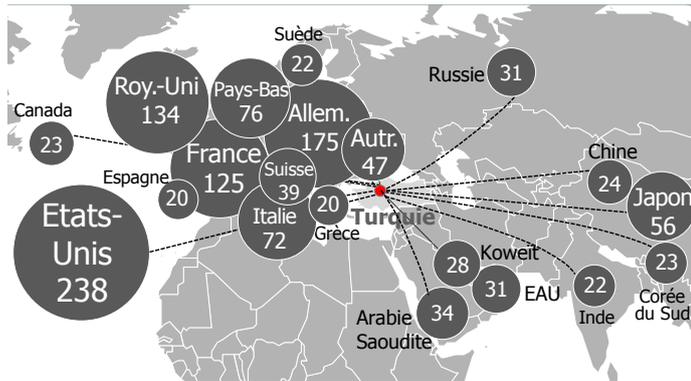
Nombre d'annonces d'IDE des principaux investisseurs (2006-2015, ANIMA)

IDE en flux (M\$, CNUCED) et nombre d'annonces (ANIMA-MIPO)

La Tunisie dispose de fondamentaux solides pour attirer les entreprises étrangères. Alors que les flux d'IDE sont restés bien en deçà de leur potentiel en 2005-2010, la hausse continue des annonces d'investissement et de partenariat au cours de la même période laissait espérer un décollage et une montée en gamme des projets d'entreprises étrangères en Tunisie. Cela n'a malheureusement pas été le cas : les investisseurs ont repoussé, abandonné et même parfois délocalisé leurs projets du fait des aléas de la transition politique depuis 2011 et des attaques terroristes qui ont ciblé des étrangers en 2015. Le rétablissement de la confiance des investisseurs figure aujourd'hui en haut de l'agenda politique, alors que le très attendu nouveau code de l'investissement a finalement été adopté en septembre 2016.

10 ans d'investissement étranger en Turquie

- ➔ Le champion régional a attiré en 10 ans plus d'IDE que tous les pays du Mashreq réunis, mais les investissements ont baissé après les records de 2006-2008
- ➔ 5 secteurs de tête : banque / assurance ; BTP / immobilier ; énergie ; distribution / commerce ; agro-alimentaire



Nombre d'annonces d'IDE des principaux investisseurs (2006-2015, ANIMA)

IDE en flux (M\$, CNUCED) et nombre d'annonces (ANIMA-MIPO)

Les investissements étrangers vers la Turquie ont bondi à partir de 2005. A l'exception de 2009 et 2010 où le pays a davantage subi les effets de la crise que ses voisins, moins bien insérés dans l'économie mondiale, les flux annuels d'IDE ont dépassé 10 Md \$ et même avoisiné 20 Md \$ en 2006-2008. Le relatif tassement des annonces de projets et des flux d'IDE en 2011-2014 semblait oublié en 2015, année pour laquelle la Turquie occupe la 20ème place du classement mondial des économies attirant le plus d'IDE. Le pays constitue même la 13ème destination mondiale la plus attractive pour 2016-2018 d'après le sondage réalisé par la CNUCED auprès des agences de promotion d'investissement. Une performance qui reste à confirmer à l'aune des récents événements politiques dans le pays.

Initiatives régionales

Pour une Méditerranée plus
attractive et des investissements
performants



Renforcer l'intégration et l'offre industrielle méditerranéenne

Les chiffres mis en valeur dans ce document montrent une très faible intégration régionale sud-sud en matière d'investissements directs étrangers, et une dynamique plutôt à la baisse. ANIMA a interrogé à plusieurs reprises des chefs d'entreprise méditerranéens pour réfléchir aux moyens à la portée du secteur privé pour renforcer cette intégration. Les propositions reprises ici émanent de ces échanges.

Poursuivre la montée en gamme de l'industrie méditerranéenne

L'enjeu est de doter les pays MED d'une offre exportable à valeur ajoutée, dont l'insuffisance aujourd'hui peut expliquer en partie la faible intégration sous-régionale. Cela implique une meilleure capacité à intégrer les technologies développées ailleurs et un processus de mise à niveau et d'aide à l'investissement.

Des programmes allant dans ce sens pourraient comporter :

- La mise à niveau individuelle des entreprises, comme actuellement menée par les programmes d'appui européens, de l'ONUDI ou la BERD notamment ;
- Une plus grande exigence sur les *offsets* des partenariats et de sous-traitance et projets d'investissement des industries technologiques basées à l'étranger pour capitaliser du transfert de savoir-faire ;
- La montée en performance des pôles technologiques et clusters méditerranéens, qui implique la mise en place de projets collaboratifs d'innovation entre grandes entreprises, PME, laboratoires de recherche au sein des pôles, et leur connexion à l'international.

Intégrer l'industrie méditerranéenne aux chaînes de valeur EMEA (Europe - Moyen-Orient - Afrique)

Les chefs d'entreprise méditerranéens confessent un manque de connaissance de leurs marchés voisins. Il serait utile de mener un travail d'identification des complémentarités industrielles entre les pays méditerranéens. Ce travail consisterait en l'inventaire des compétences industrielles dans les pays pour identifier leurs « métiers » et les débouchés de leur offre industrielle. Il permettrait d'identifier le potentiel d'intégration sud-sud, mais aussi celui de l'industrie méditerranéenne dans les chaînes de valeur EMEA, qui constituent des marchés extérieurs stratégiques pour une offre méditerranéenne.

Multiplier les rencontres entre entreprises, pôles d'innovation, centres de valorisation, investisseurs

Cette intégration ne peut pas faire l'économie d'un processus volontariste de promotion des opportunités et de mise en relation directe entre entrepreneurs, et d'accompagnement au développement de partenariats sur les filières de complémentarité.

Il est notamment proposé :

- La création d'une bourse méditerranéenne de la sous-traitance sur les chaînes de valeur identifiées, qui pourrait prendre la forme d'une plateforme en ligne et associer les entreprises de la zone EMEA, sur la base de la plateforme déjà développée par ANIMA : www.b2match.eu/euromed ;
- La multiplication des rencontres partenariales associant entreprises, innovateurs et investisseurs méditerranéens, mais aussi européens, africains et du Golfe, à l'image des nombreuses opérations des projets EUROMED Invest, MedVentures et MedValley mis en œuvre par ANIMA et ses partenaires. Ces rencontres pourraient également être l'occasion pour le secteur privé d'une réflexion commune pour le développement de plaidoyers destinés aux gouvernements concernés, en faveur de l'intégration économique dans la région.

Miser sur les communautés de talents expatriés

La relance des investissements et des flux d'affaires entre la Méditerranée et les régions frontalières (Golfe, Europe, Afrique) s'accompagne nécessairement d'une évolution du travail de promotion. Dans un contexte où le dialogue interculturel a tendance à se gripper, il apparaît utile de miser sur les talents biculturels, en tant que relais d'opinion, facilitateurs et relais d'affaires, mais aussi parfois investisseurs ou entrepreneurs. Les propositions suivantes émanent d'un livre blanc publié par ANIMA en 2016 à la suite de plusieurs initiatives ciblant la Diaspora de Méditerranée mises en œuvre depuis 10 ans : MedDiaspora, FARO, DIAMED, MedGeneration.

Etablir un dialogue continu avec les talents économiques biculturels à l'étranger

Un préalable est l'identification de ces talents, qu'il faut considérer comme des ambassadeurs économiques de leur pays de résidence (dont ils ont souvent la nationalité) autant que de leur pays d'origine. Le champ des possibles est large ensuite pour nourrir un dialogue avec ces individus aux profils de haut niveau : outils d'information, missions de dialogue avec les autorités et les communautés d'affaires des pays d'origine, rencontres dans leur pays de résidence, mise en réseau entre talents et avec les élites dans les pays d'origine, etc.

Les objectifs de ce dialogue peuvent être la promotion d'un discours de vérité sur le pays, la formulation de recommandations sur les stratégies publiques mises en œuvre en matière économique, la diffusion des opportunités économiques offertes par les territoires méditerranéens et l'identification de compétences utiles à la stratégie de développement de ces territoires.

Créer les instruments et les projets pour mobiliser les investissements et l'implication de ces talents

Les talents biculturels de l'étranger disposent souvent d'une capacité d'investissement, et sont parfois très conscients des opportunités offertes par les pays de Méditerranée, en particulier pour accompagner des projets d'entreprises à forte croissance. Ils ne disposent cependant pas toujours des réseaux pour identifier les bons projets dans lesquels s'impliquer, ni de moyens pour minimiser leurs risques.

Pour ceux qui souhaitent s'investir, ANIMA propose la mise en place d'un dispositif de *sourcing* des projets, qui s'appuie sur le riche écosystème de soutien à l'entreprenariat développé dans la plupart des pays au cours des dernières années, ainsi que des instruments permettant de mobiliser des co-investissements. C'est dans ce sens qu'ANIMA a travaillé avec EBAN à la création du MENA Business Angels Network (MBAN), qui a vocation à fédérer les acteurs de l'écosystème entrepreneurial, et accueillir les investisseurs de la Diaspora de la région aux côtés des investisseurs privés des pays. www.m-ban.org

Pour les très hauts talents qui présentent des compétences sectorielles, scientifiques ou techniques précieuses pour le pays d'origine, ANIMA recommande le développement de relations individualisées par les pays d'origine afin de construire avec ces talents des projets sur lesquels ils peuvent investir leur compétence ou leurs fonds (filiale académique, pôle technologique, établissement de santé, infrastructure à effet de levier, etc.).

Coordonner les messages et les services destinés à ces communautés

Les initiatives visant à mobiliser les Diasporas se développent dans la plupart des pays méditerranéens, créant parfois un risque de sur-sollicitation de certaines personnalités en vue, et de compétition entre les différentes opportunités proposées. Un travail de coordination au niveau de chaque pays apparaît nécessaire. Recenser les initiatives, permettre de partager les expériences et les contacts, et de coordonner les agendas, pour développer ensemble, et avec l'appui des autorités en charge de la promotion économique des pays, un message cohérent et une stratégie concertée, en particulier envers les hauts talents. Ce travail est aujourd'hui entrepris par ANIMA dans plusieurs pays pilotes : Jordanie, Liban, Maroc, Palestine, Tunisie.

Favoriser les effets d'entraînement économiques et sociaux

Le manque d'efficacité des investissements directs étrangers en Méditerranée appelle de nouvelles stratégies capables de réconcilier le besoin d'investissements des pays et les attentes sociales des populations. Les recommandations suivantes émanent du travail mené par ANIMA au cours des dernières années, qui s'est traduit notamment par le lancement de l'initiative EDILE pour piloter les impacts locaux des investissements. www.edile-initiative.org

Diversifier la promotion des investissements vers des secteurs plus directement créateurs d'emplois

Les tendances constatées au cours des dernières années montrent que les principaux secteurs qui tirent l'investissement étranger en Méditerranée sont peu impactés par les aléas des contextes politiques locaux. Mais ces secteurs (énergie, cimenteries, télécoms, BTP), prérogatives des grandes multinationales pour l'essentiel, sont moins efficaces pour la création d'emplois à court terme.

Cette situation plaide pour une orientation des politiques de promotion et d'incitation des investissements vers d'autres secteurs, plus volatiles en période de manque de visibilité politique, car souvent portés par des PME/PMI, mais qui sont plus créateurs d'emplois directs à court terme.

Ainsi le logiciel, les industries mécaniques, l'automobile, l'aéronautique, l'agriculture et l'industrie agroalimentaire, mais aussi les services, méritent des efforts de promotion accrus ainsi que l'attribution prioritaire des accompagnements qui sont offertes aux investisseurs en Méditerranée.

Evaluer les impacts locaux des IDE en amont, et accompagner les investisseurs vers plus d'inclusion

Il y a pourtant beaucoup à attendre des grands projets d'IDE, à commencer par des devises dont le sud a bien besoin à l'heure où le tourisme décroît, et où l'Europe a réduit ses importations. Mais aussi du transfert de savoir-faire, des connexions aux marchés étrangers, des emplois, et la dynamisation de nouvelles filières économiques. Il est néanmoins souhaitable de développer une approche plus partenariale avec les investisseurs.

A l'image de l'Union européenne qui prône une politique « more for more » avec ses pays voisins, les territoires doivent développer un partenariat équilibré avec leurs investisseurs. Réclamer plus d'intégration des projets, plus d'emplois, de sous-traitance, de transfert de valeur. Et en échange, offrir plus aux entreprises qui jouent le jeu : un accès facilité pour les démarches administratives, un statut et une réputation d'entreprise citoyenne sur le marché domestique, et enfin une incitation qui soit indexée sur l'impact inclusif du projet.

Cela implique pour les acteurs en charge de l'accueil des investisseurs de se doter de capacités d'évaluation de l'impact économique et social des projets, et de meilleures capacités de négociation avec les entreprises.

Valoriser les investisseurs qui maximisent leurs impacts locaux par un label

Afin de doter les acteurs en charge de l'accueil des investisseurs d'outils appropriables et peu onéreux à mettre en œuvre, ANIMA, en association avec plusieurs partenaires et territoires pilotes et des banques de développement, a choisi de s'orienter vers la création d'un outil de notation portant sur les impacts locaux des projets d'investissements.

Cet outil de notation, destiné aussi bien aux acteurs publics, aux banques et investisseurs qui accompagnent les entreprises, ainsi qu'aux entreprises qui souhaitent piloter et valoriser leurs impacts locaux, pourra donner lieu à l'octroi d'un label aux projets soumis par les investisseurs, et ainsi offrir des avantages en termes d'image, mais aussi de services exclusifs réservés aux entreprises labellisées.

Cette publication a été produite dans le cadre de la Business Intelligence du projet EUROMED Invest avec l'aide financière de l'Union européenne. Le contenu de ce document est la seule responsabilité d'ANIMA Investment Network et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de l'Union européenne ou celles des structures de gestion du Programme.



L'Union européenne est constituée de 28 États membres qui ont décidé de mettre graduellement en commun leur savoir-faire, leurs ressources et leur destin. Ensemble, durant une période d'élargissement de plus de 50 ans, ils ont construit une zone de stabilité, de démocratie et de développement durable tout en maintenant leur diversité culturelle, la tolérance et les libertés individuelles. L'Union européenne est déterminée à partager ses réalisations et ses valeurs avec les pays et les peuples au-delà de ses frontières.

EUROMED Invest est un projet de trois ans (2013-2016), cofinancé à 80% par la Commission européenne pour un montant total de 5 millions €. Il est coordonné par ANIMA Investment Network, dans le cadre du consortium MedAlliance.

L'objectif général du projet EUROMED Invest est de promouvoir les affaires et les investissements privés dans la zone euro-méditerranéenne afin de contribuer au développement économique inclusif de la région. Plus spécifiquement, le projet vise à soutenir les réseaux d'affaires et d'investissement dans la mise en œuvre de stratégies d'appui à la création et au développement international des Micro, Petites et Moyennes Entreprises (MPME).

www.euromedinvest.eu

info@euromedinvest.eu



#EUROMEDInvest



EUROMED Invest



EUROMED Invest

Project financed by the European Union, the MedAlliance and the local authorities of Marseille - PACA



Labelled by



Union for the Mediterranean
Union pour la Méditerranée
الاتحاد من أجل المتوسط

Project implemented by the MedAlliance consortium under ANIMA Investment Network coordination





ANIMA Investment Network

11 bis rue Saint Ferréol
13001 Marseille, France

www.anima.coop
contact@anima.coop

Rapport Business Intelligence publié par



ANIMA Investment Network



@Anima_Network



ANIMA Investment Network